

**Union européenne - Grèce -
Conférence de presse de M. Michel
Sapin, ministre de l'économie et des
finances, à l'issue de la réunion des
ministres des finances de
l'Eurogroupe
(Bruxelles, 26 janvier 2017)**

Q - Monsieur le Ministre, pourriez-vous nous faire un point sur les discussions avec la Grèce ? On nous envoie des messages positifs, mais en réalité on comprend que les discussions continuent de buter sur un certain nombre de points. Pouvez-vous nous dire précisément ce qu'il en est ?

R - Ce qui a été dit cet après-midi a été très rapide. C'était un compte-rendu de l'état de la situation, avec l'assurance par tout le monde de la volonté de continuer, de faire en sorte que soit mené jusqu'au bout ce que, dans le jargon, on appelle la «revue» en cours. M. Tsakalotos est intervenu. Je crois être le seul ministre à être intervenu derrière, donc les choses ont été très rapides. C'était juste un compte-rendu de la situation.

Il y a une volonté d'aboutir, dans un processus qui est souvent répétitif, mais il y a la volonté de faire en sorte que, clairement, il n'y ait pas de situation difficile à traverser durant l'année 2017. La crise, nous l'avons vécue en 2015. Elle a été aigue. Elle a permis d'aboutir à accord qui reste la base sur laquelle sont fondées toutes les discussions en cours aujourd'hui, accord dit de juillet 2015, suivi d'un deuxième texte quelques mois après.

Il y a donc une volonté d'aller au bout de cette revue pour que la mise en oeuvre des accords précédents puisse se faire dans de bonnes conditions. Mais il y a également la volonté de faire en sorte que dès maintenant il y ait des perspectives pour 2018. Traverser 2017 sans encombre est une chose, nous le souhaitons, tout le monde le souhaite. Poser les bases d'une année 2018 qui puisse permettre à la Grèce de sortir du dispositif d'aujourd'hui, ou en le disant autrement, qu'il n'y ait pas d'autre programme qui suive le programme actuel, c'est aussi un impératif qui s'impose à tous.

Pour cela il y a deux conditions : premièrement, que la Grèce nous dise ce qu'elle ferait, si - ce qui n'est peut-être pas le cas - elle n'atteint pas ses objectifs. Deuxièmement, que les Européens disent que si la Grèce atteignait ses objectifs, il conviendrait de mettre en oeuvre le programme d'aménagement de la dette à moyen terme.

Le programme à court terme, après quelques soubresauts de fin d'année, est aujourd'hui mis en oeuvre. J'insiste sur ce point : ce n'est pas négligeable. Les effets de ce programme qui est mis en oeuvre par le seul MES dans les conditions que vous savez a des conséquences non négligeables pour la Grèce en termes d'allègement du poids de la dette.

Donc voilà ce que l'on doit chercher : premièrement, comment nous aboutissons à la fin de la revue et donc à la mise en oeuvre d'un des paiements dans le cadre de cette revue. Deuxièmement, comment nous préparons une perspective positive.

La crédibilité de la Grèce ne va pas s'acquérir en l'espace des quelques semaines qui précèdent la mi-2018, le moment où s'achève notre programme. Il faut préparer cette crédibilité. La crédibilité, c'est un gouvernement grec disposé à prendre, si c'est nécessaire des mesures nouvelles, et par ailleurs des Européens disposés à mettre en oeuvre un programme de soutenabilité de la dette à moyen terme.

Sur la question du FMI : du point de vue théorique, il n'a pas forcément besoin d'être dans le dispositif. Mais du point de vue de la crédibilité, c'est un élément nécessaire. Étant donné qu'il était là dans les premiers programmes, il est nécessaire que le FMI soit là jusqu'au bout de ces programmes. Sinon il y aurait toujours une interrogation sur son absence, qui pourrait peser négativement sur la crédibilité de l'ensemble du dispositif.

Voilà en ce qui concerne les éléments aujourd'hui sur la table. J'ajoute un dernier point, dont vous avez entendu parler : faut-il que la Grèce adopte de façon préalable des dispositions législatives qui seraient éventuellement mises en place en 2018 ? C'est ce que demande aujourd'hui le FMI. Je le dis clairement : je pense que ce ne serait pas raisonnable de demander cela à la Grèce. La France n'est pas favorable à ce qu'il y ait une obligation pour la Grèce - obligation que je crois la Grèce incapable de mettre en oeuvre d'un point de vue politique - d'une adoption préalable de dispositions qui peut-être ne seront pas mises en oeuvre si, comme on peut le penser aujourd'hui la Grèce atteignait ses objectifs.

Aujourd'hui tous les signes macro-économiques et budgétaires qui nous sont donnés sont des signes positifs. La Grèce retrouve la croissance. Elle atteint des objectifs budgétaires supérieurs à ceux auxquels elle était astreinte. Cela est vrai pour 2016 et pour la perspective 2017. Donc nous sommes plutôt dans un contexte positif, dans un contexte qui doit pousser les uns et les autres à l'optimisme. Le gouvernement grec, le parlement grec, mettent en oeuvre le programme, parfois difficilement, parfois avec des hésitations, mais mettent en oeuvre le programme, et ceci a des conséquences : la croissance qui se retrouve, des emplois qui se créent, et une situation budgétaire qui s'améliore.

Q - Concernant l'adoption préalable, est-ce quelque chose qui est partagé ?

R - Je vous ai exprimé la position française, que la France exprime clairement et publiquement.

Q - On a l'impression aussi qu'il y a deux discussions en parallèle en ce moment. L'une sur les conditions du retour de la mission à Athènes, et l'autre qui serait plus entre le FMI et la Grèce. Si c'est le cas, comment s'organisent-elles de votre point de vue ?

R - Non, comme il y a plusieurs acteurs, les acteurs se parlent, mais en définitive tout le monde est ensemble, tout le monde doit se mettre d'accord ensemble. C'est compliqué car il y a une multiplicité d'acteurs qui peuvent avoir leurs propres impératifs. Mais c'est cet ensemble-là qui doit se mettre d'accord, y compris le FMI, avec nous les Européens. Quand il demande des mesures d'allègement de la dette, il faut bien qu'il se mette d'accord avec nous. Quand il demande aux Grecs un effort supplémentaire, il faut bien qu'il se mette d'accord avec eux. C'est un ensemble de discussions assez complexes qui sont à mener, mais qui objectivement, avancent positivement.

Q - Mais l'Eurogroupe et les institutions européennes ont quand même besoin que cela avance en bilatéral entre le FMI et les Grecs ?

R - Oui, et inversement, pour que cela avance entre eux, il faut que cela avance avec nous. C'est la caractéristique de cette situation qui ne date pas d'aujourd'hui, mais depuis le début des plans mis en oeuvre avec la présence du FMI.

Q - Il semble que le FMI soit le seul à penser que la Grèce n'atteindra pas ses objectifs en 2018-2019. Demander à la Grèce de légiférer maintenant, n'est-ce pas un peu céder au chantage du FMI ?

R - Je le redis : je pense qu'il est légitime de demander à la Grèce de décrire les mesures qu'elle prendrait pour atteindre les objectifs fixés. Tous les signaux montrent qu'elle en est capable d'atteindre ses objectifs. Dans ce cas-là il est légitime de le demander à la Grèce et de le faire précisément. Mais il ne me paraît pas utile, et éventuellement politiquement négatif, de lui demander de pré-légiférer. Je me mets à leur place, j'imagine ce que ce serait que de demander au parlement français de voter dès maintenant des mesures qui seront peut être mises en oeuvre l'année d'après et qui sont rarement des mesures qui font sourire et qui donnent de la bonne humeur au peuple.

Q - Concernant les scénarios de mesures pour la dette à moyen terme, quand va-t-on commencer à les aborder ?

R - Ce sont des idées qui sont déjà sur la table. Le mieux serait qu'il y ait une concomitance, un équilibre, entre les efforts demandés à la Grèce et les efforts demandés aux Européens, dans les conditions que vous connaissez bien sûr : il n'y a pas de «haircut». Ce sont des questions de soutenabilité dans le temps, mais ce n'est pas la valeur même de la dette qu'il convient de diminuer.

Q - Mais dans l'immédiat, la première urgence, c'est la deuxième revue ?

R - Oui, la première urgence, c'est cela. C'est là-dessus que cela va forcément déboucher, pour dire les choses autrement.

Q - Sait-on combien de temps la Grèce peut tenir sans versements ?

R - Ce qui est dit, mais je me méfie toujours dans ce domaine, c'est mi-2017. Il y a un moment donné où des versements importants sont prévus. Il faut donc avoir trouvé une solution avant.

J'ajouterais qu'il y a une vraie détermination de tout le monde de faire en sorte que la solution soit trouvée rapidement. La fenêtre d'opportunité est une fenêtre qui est encore ouverte mais qui va bientôt se refermer, du fait des échéances électorales, des campagnes électorales, d'éventuels nouveaux gouvernements, de nouvelles majorités. Il y a de nouvelles élections en Allemagne sur lesquelles pourraient peser ces débats, dans de mauvaises conditions. Donc, nous avons tous intérêt, les uns et les autres, à faire en sorte que les éléments que je viens de citer soient stabilisés au cours des semaines qui viennent. Nous agissons, pour ce qui est de la France, en ce sens-là.

Q - Concernant la présidence de l'Eurogroupe : pour la France, est-il nécessaire d'être ministre des finances en exercice pour présider l'Eurogroupe ?

R - Aucun texte n'exige que ce soit un ministre des finances en exercice. C'est le cas aujourd'hui. C'est une situation qui est plutôt utile, qui permet de mêler la confrontation à la gestion des réalités d'un pays, et en même temps une vision européenne. Mais il n'y a absolument aucune obligation de cette nature. Je ne vous en dirais pas beaucoup plus car nous faisons là des supputations sur des résultats d'élections à venir.

Mais il y a une chose que je peux vous dire : M. Dijsselbloem est un excellent président de l'Eurogroupe. Il le montre à chaque fois, y compris sur des sujets délicats. Il très actif sur la Grèce. Il veut que cela avance, que cela débouche.

Q - Si M. Dijsselbloem n'est plus président de l'Eurogroupe, son successeur devra-t-il au moins avoir la même couleur politique ?

R - Il y a un équilibre global. Un des éléments du puzzle, c'est à dire la présidence du parlement européen, a changé de couleur. Donc cela fait pencher d'un côté les partages de responsabilités. Ce n'est pas le seul élément qui interviendra, mais c'est quand même un élément important.

Merci à tous./.